

# L'économie des entreprises transnationales

> visite guidée

△ a

Projet Betwatch  
Observatoire des entreprises  
[www.gresea.be/observatoire](http://www.gresea.be/observatoire)

## L'économie, c'est nous

En entamant en 2005 la construction d'un Observatoire des entreprises sur son site, le Gresea n'a d'une certaine manière fait que combler un vide. Depuis longtemps, en effet, existent des sites qui apportent une information critique sur les agissements des entreprises transnationales. Mais rien, ou presque, en français.

Cet Observatoire, auquel nous avons donné le sobriquet de BelWatch, contient aujourd'hui quelque 350 fiches d'information sur les pratiques d'entreprises, avec des renvois alphabétiques à ces dernières. En mai 2008, il a servi à une formation, sur les rouages de la mondialisation, donnée à des syndicalistes. C'est un usage de l'Observatoire, un outil de formation.

L'objectif est plus large. Il veut répondre à la question: en quoi, l'économie nous concerne-t-elle? La réponse est assez simple. Elle nous concerne en tout et tout le temps. L'économie, ce sont les salaires, le pouvoir d'achat, les supermarchés avec ce qu'on y trouve et ce qu'on n'y trouve pas, les bureaux de poste qui ferment, les fins de mois difficiles, les journaux qui survivent et ceux qui disparaissent, les pubs à la télé et aux arrêts de bus, la pauvreté dans le monde, l'économie est partout.

Et si partout il y a des puissants et des dépossédés, c'est à nouveau l'économie qui en donne la clé.

Actuellement, la clé de voûte de cette économie mondialisée est une poignée d'entreprises transnationales. Quelques centaines de ces méga-entreprises contrôlent ainsi près de deux tiers des échanges commerciaux dans le monde.

Des entreprises qui, aujourd'hui, peuvent d'un claquement de doigts condamner à mort le tissu économique d'une région ou d'une nation. Et là, point question de responsabilité.

Des entreprises qui ont, par ailleurs, le pouvoir de peser sur la stabilité politique de certains Etats. Et là, point question d'ingérence ou même des droits de l'homme.

Une économie déconnectée du politique, du social, du culturel... Une économie au-dessus du droit, au-dessus des peuples, au-dessus des travailleurs. Et là, point question de démocratie.

C'est ce que nous avons essayé de montrer ici. Douze petites "leçons" sur les rouages de l'économie tels que nous les enseignent les pratiques des entreprises transnationales, chaque fois illustrées par des "fiches" extraites de l'Observatoire des entreprises.

C'est important à double titre. Comprendre le monde dans lequel on vit est la condition pour pouvoir le transformer, rendre possible un autre monde, une autre économie. Cela suppose une information critique.

Parmi les nombreuses réflexions publiques et collectives qui émergent aujourd'hui sur le thème de l'avenir de la gauche, on épinglera ici la discussion dont Fausto Bertinotti, le dirigeant de Rifondazione Comunista, s'est fait le porte-parole dans le dernier numéro des Cahiers marxistes [n° 237, mai-juin 2008]. Entre autres choses, il souligne que "le devoir primordial" aujourd'hui, "ne peut qu'être la lutte contre l'uniformisation". C'est-à-dire refuser, combattre, réduire en charpie la pensée unique.

En économie, dans ce qui détermine notre quotidien, la pensée unique demeure toute puissante. C'est, pour y revenir, l'objectif plus large de l'Observatoire. Ronger le socle de la pensée unique, la rendre un peu moins envoutante, afin que chacune et chacun puissent avec lucidité se positionner.

• *Nous avons tantôt utilisé le terme d'entreprise transnationale, tantôt celui de multinationale, d'usage plus commun. Le premier est plus approprié. Le siège d'une "multinationale", son centre de décision, est en général...mononational.*

• *Ce dont il est question dans ces pages peut être ramené à une formule, donnée en couverture:*

$$A-M \{FT+MP...P...M'-A' + \Delta a$$

*c'est la circulation du capital, avec de l'argent A, on achète des marchandises M composées de force de travail FT et de matières premières MP qui, dans le processus de production P, donnent une nouvelle marchandise M' qui sera "transformée" (vendue) pour la même somme d'argent A' plus un profit a.*

• *Dossier réalisé par Bruno Bauraind et Erik Rydberg*

# Leçon n°1

## Qu'est-ce qui fait fonctionner l'économie et la société?

### On commence par enlever le haut: qui en est le propriétaire?

C'est une tradition à gauche. Pour transformer la société, il faut s'intéresser à l'économie.

Il y a une bonne raison à cela. La connaissance critique de l'économie est ce qui permet de connaître l'anatomie de la société, ce qui au plus profond la fait fonctionner, en mal et en bien.

L'économie peut être comparée à un village, au centre, il y a une église, c'est l'entreprise, l'atelier où sont produites des richesses, nos moyens de vie, la nourriture, les vêtements, le chauffage, les moyens de transport.

Il faut donc commencer par là, par l'église, l'entreprise.

Pour comprendre l'entreprise, il faut, tout d'abord, analyser sa structure faïtière: c'est chercher la réponse à la question: qui possède l'entreprise, qui décide?

C'est fondamental. Car la réponse à cette question va nous dire: qui décide de nos salaires? qui guide nos "besoins"? qui décide de l'avenir de notre emploi? l'usine va-t-elle croître, embaucher nos enfants, ou va-t-elle fermer, être délocalisée vers d'autres lieux? et qui décide de ce que nous allons produire, en quelle quantité, à quel prix?

Pour passer la structure faïtière aux rayons X, il faut donc identifier qui contrôle l'entreprise, qui en sont les propriétaires. C'est un travail de détective. Il va éclairer bien des choses. La structure de propriété de nos systèmes de production, en effet, est la clé de notre économie et de notre société. Elle est organisée autour

d'une division entre possédants (qui décident) et dépossédés (tous les autres, la grande majorité de la population).

Donc, première leçon. Qui contrôle l'économie? Pas grand monde. Une poignée d'investisseurs et d'actionnaires, des détenteurs de capitaux qui achètent et revendent des entreprises un peu comme d'autres jouent au Monopoly.

Tirés de l'Observatoire des entreprises, les deux exemples ci-contre illustrent cela. Jalatte était une petite entreprise familiale française qui, rachetée par des opérateurs financiers étrangers, va fermer ses portes en France: pas assez rentables. A plus grande échelle, c'est le petit jeu comptable entre Nestlé et Novartis, deux entreprises transnationales. L'une rachète une division à l'autre, d'énormes sommes d'argent changent de main sans bénéfice aucun pour la société, la seule chose qui compte est la rétribution du capital, le profit.

Comprendre la structure faïtière, c'est savoir qu'une poignée de 200 entreprises transnationales contrôlent 23% du commerce mondial [PNUD, 2000], c'est savoir qu'une élite de 78.000 entreprises transnationales quadrillent le monde grâce à leurs 780.000 filiales [Cnuced, 2007].

Cela ne simplifie pas la tâche des citoyens ou des syndicats. Le capital est organisé au sommet. Mais son empire demeure fragmenté à la base.

Bel exemple que la chaîne de parfumerie belge Planet Parfum.

71 magasins à structure décentralisée qui empêche une représentation syndicale. Cela, c'est son visage vers l'extérieur, de gentils petits magasins de quartier. Rien n'indique qu'ils sont tous la propriété exclusive du magnat de la finance Albert Frère, qui contrôle tout de loin, de même que les chaînes de magasins Di, de chocolat Corné Port Royal et les librairies Club. Sa photo n'est pas accrochée aux murs, sa télécommande n'est visible à personne...

*La structure de propriété de l'économie est le BA-ba de l'anatomie de nos sociétés. On en trouvera de nombreuses illustrations à la rubrique "Propriété - Contrôle" de l'Observatoire des entreprises du Gresea [www.gresea.be/observatoire.html](http://www.gresea.be/observatoire.html), afin que chacune et chacun puissent comprendre le monde pour le transformer.*

## Jallatte, industriel et résistant, in memoriam

Pierre Jallatte s'est donné la mort d'un coup de carabine. Il avait 88 ans. Ce n'est pas un âge où, d'ordinaire, on cherche à hâter la venue du grand Faucheur.

Mais Jallatte, c'est spécial. Il est issu d'une grande famille nîmoise de résistants et son frère, lors de la Deuxième Guerre mondiale, a été exécuté par l'occupant nazi. C'est aussi un entrepreneur qui, à partir de 1947, a transformé une petite affaire familiale en un empire industriel qui a compté jusqu'à 900 travailleurs.

C'était la belle époque.

S'il s'est suicidé, c'est, raconte Le Figaro, parce qu'il ne pouvait pas "supporter de voir disparaître ce qu'il avait construit avec ses ouvriers cévenols", une industrie de la chaussure made in France. Explication: Jallatte appartient aujourd'hui au

groupe italien JAL et à des capitaux américains (Bank of America, Goldman Sachs) et, à ce top niveau de la finance, on a jugé que Jallatte n'est pas assez rentable: bénéfice de 3,3 millions d'euros en 2006, certes, mais rapporté au chiffre d'affaires (163 millions), c'est un ratio ridicule.

D'où, le 30 mai 2007, plan de restructuration avec fermeture de trois des quatre sites que compte encore Jallatte en France et suppression de 285 emplois sur 336.

Les chaussures, désormais, seront fabriquées en Tunisie.

Les syndicats ont beau relever que la productivité a augmenté de 30% depuis 2004, la Tunisie, c'est moins cher. Syndicats et élus locaux ont demandé à la direction un plan alternatif et une réunion de la dernière chance d'ici au 18 juin 2007. Pierre Jallatte ne sera pas là pour y assister.

*Observatoire des entreprises du Gresea  
Insertion du 13 juin 2007  
Source: Le Figaro du 11 juin 2007*

## Nestlé et le marché de la santé (lucratif, captif)

Avec le rachat (2,5 milliards de dollars) de la division Nutrition Médicale de Novartis intervenu à la mi-décembre 2006, Nestlé deviendra le numéro deux, derrière Abbott, de ce secteur décrit comme "très lucratif et riche en potentiel de croissance".

En effet. Avec des ventes annuelles en augmentation de 8% (contre 1 à 2% pour l'alimentation générale), l'acquisition de la division Novartis (2.000 salariés dans 40 pays et un chiffre d'affaires annuel de 950 millions de dollars) devrait renforcer d'environ 20% les ventes de Nestlé dans cette gamme de produits destinés aux hôpitaux.

Nestlé n'est pas à son coup d'essai.

La multinationale suisse a acheté, en 2006, Jenny Craig (aliments de régime) et Uncle Toby's (barres de céréales) et un rachat de la division Gerber/Aliments pour Bébé (79%

du marché américain) n'est pas à exclure.

Tout cela peut paraître un peu brouillon et contradictoire.

Nestlé achète dans un marché lucratif (les hôpitaux, c'est un marché captif et subsidié) et ses actions grimpent de 2% à la Bourse.

De son côté, Novartis se défait d'un segment lucratif (le même) et ses actions... grimpent aussi de 1,5%.

C'est tout simple, disent les analystes, car Novartis dispose maintenant de plein de cash et, donc, "d'une flexibilité stratégique additionnelle".

Qu'elle utilisera pour d'autres rachats d'entreprises. Sans rien produire de plus ou en mieux.

Ce ne sont, pour Nestlé ou Novartis, que des transferts de titres de propriété. D'aucuns appellent cela de l'économie-casino.

*Observatoire des entreprises du Gresea  
Insertion du 2 janvier 2007.  
Source: International Herald Tribune  
du 15 décembre 2007.*

# Leçon n°2

Interrogatoire. Dans une marchandise, qu'est-ce qu'il y a?

Il y a des matières premières. Sous contrôle

On vient de le voir, pour comprendre ce qui se passe dans la société et dans l'économie, il faut commencer par en identifier les propriétaires. C'est eux qui exercent le contrôle. Qui contrôle: c'est à cela que tout se ramène.

Une des premières choses qu'ils vont chercher à contrôler pour faire tourner une entreprise, ce sont les matières premières, les matériaux qui vont servir à produire des marchandises, les mettre sur le marché et faire des bénéfices.

Pour le dire autrement, une marchandise vendue sur le marché incorpore, dans le processus de production, essentiellement deux autres marchandises: du travail et des matières premières. Ici, on va jeter un coup d'oeil sur les secondes.

Sans matières premières, pas de production. D'où l'importance de les contrôler pour les acheter au meilleur prix, c'est-à-dire vraiment pas cher.

Les grandes puissances économiques ont eu, à cet égard, beaucoup de chance. Grâce à leurs colonies, en exploitant les pays du Tiers-monde, elles ont pu obtenir ces matières premières pour rien ou presque. Cela reste largement vrai aujourd'hui.

Le sous-sol du Katanga concentre environ 10% des réserves mondiales en cuivre, et un tiers des stocks de cobalt. Y a-t-il pour autant en République démocratique du Congo une industrie prospère de la transformation du cuivre et du cobalt? Non. Le Katanga reste

le terrain de chasse des grands groupes miniers internationaux, Rio Tinto, Anglo American et BHP Billiton [Les Echos, 23 avril 2008].

Le sous-sol irakien abrite la deuxième plus grande réserve mondiale en pétrole. Est-ce donc ici que prospère l'industrie automobile, les asphaltateurs d'autoroutes, la chimie des plastiques et autres dérivés pétroliers? Non. L'occupant américain a fait adopter une loi taillée sur mesure pour les cinq grands "majors" du pétrole, ExxonMobil (USA), Chevron (USA), Shell (GB-Pays-Bas), British Petroleum (GB) et Total (France) [International Herald Tribune, 14 mars 2008].

Dans les deux cas, Congo et Irak, le contrôle sur les matières premières est exercé par des entreprises transnationales, ce sont elles qui font la loi.

Même type d'enjeu dans les exemples ci-contre. Pour approvisionner sa filiale britannique en soja bon marché (et via celle-ci les chaînes de fast-food McDo), la multinationale américaine Cargill est allée à la source pour établir ses entrepôts géants, au Brésil, dans la forêt amazonienne – ce qu'il en reste. A l'inverse, le Venezuela a compris tout l'intérêt de rester maître de ses propres ressources naturelles, et en nationalise l'exploitation...

L'importance d'un contrôle des matières premières coule de source. Dans la production d'une marchandise, le coût des matériaux représente souvent près de la moitié de son prix de vente,

alors que les salaires oscillent autour d'un dérisoire 5 à 10% des coûts de production [Economics, The Economist, 1999, p. 41].

C'est une donnée à prendre avec des pincettes. En effet, les nombreux matériaux et composants qui entrent dans la production d'une marchandise incorporent eux-mêmes des salaires. Ils ne sont pas tombés du ciel. Il a fallu des bras d'hommes pour extraire le minerai de fer dans les mines. Il a fallu des mains de femmes pour usiner et assembler les mille et un composants utiles au montage des produits dits "finis".

C'est le moment de tourner la page et aller à la leçon suivante. Les salaires "intermédiaires" dont il vient d'être question indiquent en effet qu'il ne suffit pas de contrôler les moyens de production que sont les matières premières, mais aussi toute la chaîne dite d'approvisionnement, la "supply chain", en anglais...

*La structure de propriété de l'économie est le BA-ba de l'anatomie de nos sociétés. On en trouvera de nombreuses illustrations à la rubrique "Ressources naturelles" de l'Observatoire des entreprises du Gresea [www.gresea.be](http://www.gresea.be). Afin que chacune et chacun puissent comprendre le monde pour le transformer.*

# Les matières premières

## La filière soja-poulet signée Cargill/McDo

Le consommateur de "Chicken Mc Nuggets" servi par les McDo sait-il que la petite friandise carnée dans son assiette en plastique a son point de départ 7000 km plus loin?

Explication. La multinationale américaine de l'agroalimentaire Cargill (chiffres d'affaires: 70 milliards de dollars) dispose au Brésil de vastes installations, dont 13 entrepôts géants, pour le transit d'un soja destiné à nourrir des poulets d'élevage.

Expédié en Angleterre, ce soja aboutit aux élevages de poulets de batterie de Sun Valley (filiale de... Cargill, bien sûr) lesquels fournissent, avec une production d'un million de poulets par semaine, 50 % des volailles utilisées par les McDo

en Grande-Bretagne et en Europe.

Chemin faisant, il y a quelques dégâts. Selon une étude de Greenpeace, plus de 25.000 km carrés de forêt ont disparu en 2005 pour faire place à la culture intensive du soja, qui bénéficie d'un prêt de 30 millions de dollars de la Banque mondiale accordé à Blairo Maggi, le plus gros producteur brésilien de soja, afin qu'il développe ses plantations sur 2 millions d'hectares dans la forêt amazonienne.

Laissons le dernier mot à Ionaluka, directeur de l'Association brésilienne des terres indigènes du Xingu: "Chaque fois que je quitte la réserve, je ne reconnais rien à mon retour parce que la forêt ne cesse de reculer".

*Observatoire des entreprises du Gresea  
Insertion du 18 avril 2006.  
Source: Guardian Weekly, 14 avril 2006.*

## Le Venezuela exerce sa souveraineté sur son pétrole

Début avril 2006, le gouvernement vénézuélien prend le contrôle de deux gisements pétroliers exploités par la société pétrolière française Total et par la compagnie italienne Eni. Pour le président vénézuélien Hugo Chavez, la mesure doit conduire à ce que "les entreprises transnationales deviennent tout simplement nos associées, avec une participation de 40% au maximum, contre 60% pour nous, et nous leur donnerons le bénéfice correspondant à leur pourcentage."

Désormais, il y a donc interdiction pour les compagnies pétrolières privées nationales et internationales de posséder plus de 40% des parts des gisements de pétrole vénézuéliens (5ème exportateur mondial, numéro un des Amériques) et la compagnie nationale publique, Petroleos de Venezuela S.A. (PDVSA), possédera donc au moins 60% des nouvelles entreprises vénézuéliennes mixtes à créer.

ExxonMobil s'est opposée à la proposition, vendant sa part à la compagnie hispano-argentine Repsol YPF. Total a déclaré qu'il ne demandera pas d'indemnisation pour le champ pétrolier perdu.

La politique de Chavez, visant à assurer la souveraineté sur ses ressources, n'est pas sans rappeler la "Résolution sur la souveraineté permanente sur les ressources naturelles" adoptée par les Nations unies le 14 décembre 1962, laquelle dispose en son article premier que "le droit de souveraineté permanente des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles doit s'exercer dans l'intérêt du développement national et du bien-être de la population de l'Etat intéressé."

C'était en pleine période de luttes anticolonialistes...

*Observatoire des entreprises.  
Insertion du 11 avril 2006.*

*Source: Financial Times des 4 et 11 avril 2006 et De Morgen du 5 avril 2006.*



# Leçon n°3

## Comment une entreprise devient-elle multinationale?

### Visite en périphérie de la mondialisation. Primo, la sous-traitance

L'internationalisation de la chaîne d'approvisionnement (supply chain) d'un bien ou d'un service prend principalement deux voies. Le recours à la sous-traitance et l'investissement direct à l'étranger (IDE).

Entamons la visite des coulisses de la mondialisation où est produit l'essentiel de nos biens de consommation par le mécanisme d'externalisation de la production: la sous-traitance.

La sous-traitance, pour mémoire, est une relation contractuelle entre une entreprise multinationale, donneuse d'ordre, et une petite entreprise ou une usine qui va produire pour la première des biens ou des services.

Géographiquement, l'externalisation de pans entiers de l'activité d'une multinationale peut prendre deux dimensions. L'une d'elles est nationale. L'entreprise fait alors appel à une entreprise locale pour réaliser certaines tâches périphériques comme la maintenance par exemple. Logique. On n'externalise pas le nettoyage d'une usine belge en Chine...

Mais le recours à la sous-traitance passe aussi par une division du travail à l'échelle mondiale.

L'entreprise transnationale est donc le centre névralgique d'un réseau de petites ou moyennes entreprises, usines, call center... Ces terminaisons nerveuses produisent des biens ou des services qui seront vendus, à l'autre bout de la chaîne, dans nos magasins à l'effigie des différentes mar-

ques de la multinationale.

Indépendants en théorie, les sous-traitants des multinationales sont, dans la pratique, soumis au diktat de ces dernières et à leur stratégie à court terme. Car la sous-traitance permet la mise en concurrence de ces petites usines ou ateliers par les multinationales.

Cette pression, les sous-traitants la répercutent sur leurs travailleurs.

C'est à qui offrira "l'environnement le plus favorable" à la réduction des coûts de production qui décrochera le contrat, contrat dont dépend souvent la survie de ces petites entreprises. Un environnement favorable pour une multinationale, c'est un paysage sans syndicats avec des salaires très bas et des travailleurs flexibles.

D'où, leçon. Derrière une marque ou une multinationale, on a un faisceau de sous-traitants qui entrent dans la longue chaîne d'approvisionnement de nos supermarchés, de nos concessionnaires automobiles ou de nos magasins de sport. Avec à chaque échelon, une pression supplémentaire sur le sous-traitant pour qu'il réduise ses coûts et, par la bande, le salaire des travailleurs.

Tiré de l'Observatoire des Entreprises, le cas de Flextronics, une entreprise américaine installée en Asie, illustre à merveille ce processus de mise en concurrence des sous-traitants.

Flextronics travaille dans les coulisses de la mondialisation en

proposant clé sur porte les ateliers les moins chers aux multinationales occidentales.

Ce faisant, Flextronics fait également disparaître le patron. En effet, pour un travailleur d'une usine de Malaisie, le patron, c'est qui? le chef de l'usine? Flextronics? les commanditaires occidentaux?

La sous-traitance est un mécanisme qui permet en plus d'organiser l'opacité sur les leviers de commande réels.

*Pour lever un coin du voile, on trouvera plusieurs exemples des effets sociaux que peut engendrer cette pratique à la rubrique "sous-traitance" de l'Observatoire des Entreprises du Gresea <http://www.gresea.be/soustraitance.htm>.*

# La sous-traitance

## Flextronics, chef d'orchestre de la sous-traitance

Océ, le fabricant hollandais de photocopieurs haut de gamme a été le dernier de la catégorie, en 2005, à fermer ses coûteux outils de production européens (Venlo, Limbourg hollandais) pour "sous-produire" en des contrées plus attractives, à bas salaires.

Il s'est établi dans un zoning de l'île de Penang, en Malaisie, aux côtés de Dell, Braun, Siemens, Bosch, Hewlett-Packard et Xerox: la crème du patronat occidental.

Les installations d'Océ et celles de son concurrent Xerox sont voisines et, mieux, ont en commun un même propriétaire, Flextronics, que le journal financier *Het Financieele Dagblad* décrit comme une "multinationale américaine qui gagne de l'argent en produisant pour des tiers un peu de tout pour pas cher", cela va des GSM à des lecteurs DVD en passant par des scanners d'hôpitaux.

Flextronics n'est pas connu du public et pour cause, il travaille en coulisse. A Penang comme ailleurs, il joue un rôle d'entremetteur et c'est un bon créneau: ses revenus se chiffrent à quelque 30 milliards de dollars.

Dans le zoning de Penang, Flextronics "loge" donc Océ mais pas seu-

lement, car c'est aussi grâce à Flextronics qu'Océ a pu organiser ses opérations asiatiques: 130 de ses 150 fournisseurs (lire: sous-traitants) lui ont été apportés sur un plateau d'argent par Flextronics.

Pour les travailleurs, d'évidence, cela rend les choses plus opaques, et plus insaisissables lorsqu'il y a matière à protester ou à action collective. Le patron, c'est qui? Océ ou Flextronics?

Il y a mieux. Grâce à ce réseau de sous-traitants "flextronisés", Océ se décrit comme fort d'une mobilité jusque-là inégalée.

Dans la bouche de Tjebbe Smit, directeur des opérations asiatiques d'Océ, cela donne ceci: "Si la Malaisie s'avère à terme insuffisamment compétitive, je passe un coup de fil à Flextronics et je leur demande: ne serait-il pas préférable d'aller en Chine?"

Voilà qui relativise quelque peu l'image d'Épinal des impacts positifs des investissements occidentaux sur l'économie des pays hôtes dans le Tiers-monde. Pas très durable. Océ s'est fixé comme objectif 2008 de délocaliser 80% de sa production en Asie et en Europe orientale.

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du 10 mars 2008.  
Source : Het Financieele Dagblad, 29 février 2008*



# Leçon n°4

## Comment l'entreprise transnationale a acquis de si grandes dents?

### Visite en périphérie de la mondialisation: secundo, l'IDE

La sous-traitance et l'investissement direct étranger ou IDE ont une chose en commun. Le plus souvent, ils se concrétisent par la délocalisation des activités de l'entreprise vers des pays à bas salaires.

Ainsi, sur l'Observatoire des Entreprises, le cas d'Electrolux, champion de la délocalisation, qui en l'espace de cinq ans a fermé vingt-deux usines dans des pays à hauts salaires pour en ouvrir douze dans des pays à bas salaires, comme on le verra ci-contre.

Selon le discours économique dominant, attirer l'investissement des entreprises multinationales, c'est la voie royale vers le développement pour un Etat et ses travailleurs.

A la différence de la sous-traitance, il n'y a pas ici de lien contractuel entre deux entreprises.

L'IDE, c'est un flux financier qui quitte un pays d'origine et qui se matérialise dans un pays hôte par le rachat d'une usine ou une prise de participation dans le capital d'une entreprise étrangère.

En 2006, les pays hôtes ont bénéficié de quelque 1.306 milliards de dollars d'investissement [Cnuced, 2007] d'investissement. Derrière ce chiffre, l'expression d'une mondialisation inégale.

Commençons par l'origine. Les multinationales de la "Triade" (USA, Europe de l'Ouest et Japon) sont les principales sources d'investissement avec 84% du total mondial [Cnuced, 2007].

Continuons sur les destinations. Près de 65% du total des IDE restent dans la triade [Cnuced, 2007]. Ailleurs, l'investissement prend surtout la direction des grands ateliers du monde comme la Chine et l'Inde.

Et pour le reste du monde ? Des cacahuètes.

Enfin, terminons par la nature de ces IDE. Et là, même dans le rapport de la très respectable Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), on sent poindre quelques inquiétudes.

L'essor de l'IDE en 2006 sur la scène internationale est principalement dû à la multiplication des opérations de fusion-acquisition. Ainsi, c'est près de 2/3 du total de l'IDE en 2006 qui se sont matérialisés dans ce type d'opération.

Les fusions-acquisitions ont cela d'embêtant qu'elles ne créent aucune richesse. Une acquisition, par exemple, se limite au rachat d'une entreprise existante par une autre. Résultat: pas de nouvelles firmes, pas de nouveaux emplois.

Au pire, le nouveau propriétaire voudra rentabiliser au plus vite son investissement. Avec, le plus souvent, casse sociale... Dans ce cadre, l'exemple de Pechiney, ancien fleuron de l'industrie française, est révélateur. Racheté successivement par Alcan puis par Rio Tinto, Pechiney a quasiment été rayé de la carte. Ce sont près de 11.000 travailleurs, comme montré ci-contre, qui risquent de

se voir sacrifiés à la compétitivité.

Autre inquiétude pour la Cnuced, le rôle grandissant joué par les fonds d'investissement dans ces opérations de fusion-acquisition. En 2006, ils étaient de la partie une fois sur cinq [Cnuced, 2007]. Leur stratégie, de retour rapide sur investissement, cadre, en effet, assez mal avec les espoirs de développement et d'emploi des pays hôtes.

L'internationalisation de la chaîne d'approvisionnement répond pour les multinationales à la volonté de produire des marchandises au moindre coût pour ensuite les revendre avec une belle marge sur les marchés mondiaux.

Passons à la leçon suivante, la mondialisation, serait-ce juste une affaire de marché?

*On trouvera plusieurs exemples d'IDE et de leurs conséquences pour les pays hôtes aux rubriques "IDE"*

*<http://www.gresea.be/ide.htm> , "Fusion et acquisition d'entreprise" <http://www.gresea.be/fusionacquisition.htm> et "Délocalisation" <http://www.gresea.be/delocalisation.htm>, de l'Observatoire des Entreprises du Gresea.*

## Electrolux, modèle de délocalisation

Le géant suédois de l'électroménager Electrolux est réputé pour avoir mis en oeuvre un des plus grands programmes de restructuration jamais réalisés par une multinationale. Au cours des cinq dernières années, il a fermé ou vendu 22 usines dans des pays à hauts salaires (supprimant au passage 14.000 emplois) tout en ouvrant 12 usines dans des pays à bas salaires.

Seuls 40% de la production reste actuellement réalisée dans des pays à hauts salaires, contre 85% en 2002.

Ici, amusant, car il n'est pas rare d'entendre, lorsque des "économistes" (lisez: les experts mercenaires) se penchent sur le "phénomène délocalisation", que la re-

cherche d'une réduction des coûts de production n'en est pas, de loin, le premier objectif, mais plutôt une quête de nouveaux marchés.

Electrolux est plus franc: ces initiatives, informe-t-elle, lui ont permis d'économiser quelque 490 millions de dollars par an.

Maintenant, amusant, bis: car ces efforts n'ont pas, jusqu'ici, donné des résultats tangibles. Le profit opérationnel d'Electrolux en 2005 fait du sur place, ne décolle pas, reste identique à celui de 2004, donc: croissance zéro.

Donc, Electrolux a tout faux? C'est un pas qu'on ne franchira pas. Délocaliser, c'est aussi, et peut-être surtout, imprimer une pression globale sur les salaires. Vers le bas, quoi d'autre?

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du 15 mars 2007.*

*Source : Financial Times du 13 février 2007.*

## Le dynamitage de Pechiney

Ancien fleuron de l'industrie française, Pechiney vit sans doute ses dernières heures.

Pechiney, cela reste, aujourd'hui, 39 sites répartis sur 16 régions françaises. Plus pour longtemps. Trente sites risquent sous peu de passer à la trappe et, avec eux, 11.000 travailleurs.

La multinationale canadienne Alcan est passée par là, et ensuite l'anglo-australien Rio Tinto, celui-ci gobant celui-là qui, auparavant, a gobé Pechiney. Là, on restructure. Rio Tinto a annoncé la cession de plus de deux tiers du potentiel humain et productif de Pechiney.

La force de Pechiney, c'était une maîtrise complète de la filière aluminium. C'était. Cela n'avait de sens qu'à l'intérieur d'un groupe industriel autonome.

Passé sous la coupe d'Alcan et de Rio Tinto, autres cieus, autres inté-

rêts, l'outil devenait la cible d'un pillage en règle, des technologies de l'aluminium, des brevets, de tout ce qui est exploitable sous forme délocalisée.

Selon Claude Verdier, délégué CGT: "Ils se sont procuré de par le monde des meilleurs outils, les bonnes pièces, ils sont allés chercher du minerai et de l'énergie dans des pays à moindre coût, pour vendre ensuite les produits d'aluminium aux cours mondiaux maximums fixés par la Bourse. Ils visent à seulement réaliser les plus gros profits tout en dégradant, depuis le rachat par Alcan, les conditions de travail et en fragilisant l'emploi."

Que disait le patronat, au comité d'entreprise européen, lorsque les travailleurs demandaient des garanties pour l'emploi? Ceci: "La seule garantie, c'est la compétitivité du groupe."

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du 10 décembre 2007.  
Source : L'Humanité du 30 novembre 2007.*

# Leçon n°5

Derrière quoi se cachent les centres de décision de l'économie?

Une fiction. Ils appellent cela le "marché"...

Dans la plupart des manuels d'économie, le marché occupe une place centrale.

C'est là que les marchandises s'échangent, là que les entreprises s'approvisionnent (y compris en main-d'oeuvre: le marché du travail) et mettent en vente leurs produits, là encore que la population achète ce dont elle a besoin, et là, paraît-il même, que les prix se décident...

Ce n'est pas vrai seulement dans les livres d'économies. La presse raconte la même histoire. Le bruitage politique n'est pas en reste. Même coin-coin.

Que propose l'Europe, quelle est sa vision du monde? Une économie de marché.

Quel est son premier ennemi, qu'il faut à tout prix excommunier? Tout ce qui fausse la concurrence, le libre jeu du marché.

Il suffit d'allumer le poste de radio, d'ouvrir un journal. Le refrain revient sans cesse.

On se trouve ici en présence de trois fables, de trois contes de fées destinés à endormir les esprits.

La première est une sorte d'épuration linguistique. On dit "marché" pour ne pas dire capitalisme. Galbraith a bien décrit cela.

La formule "économie de marché" est apparue, dit-il, "dans la langue peu savante", pour faire écran. Le choix de ce mot, "pour remplacer avantageusement capitalisme n'est qu'un voile d'absurdité trompeur jeté sur la réa-

lité profonde de l'entreprise: le pouvoir du producteur, qui influence et même dirige la demande du consommateur" [Les mensonges de l'économie, Grasset, 2004]. Cette fable-là vise à rendre à idiot.

La deuxième plaisanterie consiste à faire croire que le marché serait un "lieu de rencontre" entre l'offre et la demande, l'une et l'autre à pied d'égalité. L'entreprise vend, le consommateur achète et tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

C'est naturellement oublier qu'on vit dans un système qui produit pour produire (objectif unique: faire de l'argent), et que les besoins des gens n'ont là-dedans aucune sorte d'importance.

Le troisième fabliau repose sur la fiction de la liberté du marché.

Il gomme la division entre possédants et dépossédés, elle veut faire croire que chacun est "libre" de s'épanouir dans un climat de saine concurrence où personne ne domine l'autre.

Quiconque fait ses courses dans un supermarché peut en faire l'expérience.

Dans les rayons, il n'y en a que pour Danone, Nestlé et Unilever, il n'y a de place que pour les puissants de l'économie, de moins en moins nombreux, de plus en plus monopolistiques, qui dictent nos achats, nos salaires.

Les exemples ci-contre en offrent deux illustrations.

Wal-Mart, le numéro un mondial de la grande distribution, fait la

pluie et le beau temps comme au bon vieux temps des seigneurs féodaux, même vis-à-vis de ses fournisseurs.

Et l'entourloupe tentée par deux géants du business de la santé, Sanofi-Avantis et Bristol Myers, pour éliminer une concurrence indésirable est un classique – récurrent – du genre: le big business ne déteste rien de plus que la concurrence et le "libre jeu" du marché...

Mais, idéologiquement, dans le "supermarché des idées", le marché garde toute son utilité. CQFD.

*Le décodage des fables liées à la notion de marché et de saine et libre concurrence du système économique est un des axes d'analyse de l'Observatoire des entreprises. On en trouvera de nombreuses illustrations aux rubriques "Prix" et "Marché" de l'Observatoire des entreprises du Gresea [www.gresea.be/observatoire.html](http://www.gresea.be/observatoire.html) Afin que chacune et chacun puissent comprendre le monde pour le transformer.*

## Wal-Mart et ses fournisseurs enchaînés

Wal-Mart offre une belle illustration des effets boule-de-neige à l'intérieur des chaînes d'approvisionnement des entreprises transnationales.

Début 2006, le géant monopolistique de la distribution mondiale Wal-Mart décide de réduire ses coûts d'inventaire de six milliards de dollars d'ici à la fin de l'année, ceci afin de booster ses marges de profits. Moins de stocks chez Wal-Mart, c'est exporter des coûts et des méventes chez ses fournisseurs.

L'effet domino sera immédiat. En effet, bon nombre des plus grands noms de l'industrie des biens de consommation courante réalisent entre 10 et 30 % de leur chiffre d'affaires aux Etats-Unis via Wal-Mart.

C'est le cas, par exemple, du géant mondial des biens de consumma-

tions Procter & Gamble (16% des ventes via Wal-Mart), du fabricant de jouets Hasbro (24%), de la société de lingerie Playtex (28%), du fabricant de piles Spectrum Brands Inc. (18%) ou du fabricant de cosmétiques Revlon (24%).

Le résultat ne se fera pas attendre. Le titre de Procter & Gamble chute de plus de 3% le 14 mars 2006, celui de Spectrum connaît une perte de... 28% de sa valeur un mois plus tard.

Ajoutons que la politique de Wal-Mart, prévoit une réorganisation du système de distribution sous le signe du "stock zéro" et du "just in time" qui ne sera pas sans conséquence sur l'environnement. Le transport routier, aux dernières nouvelles, n'est pas réputé très écologique.

*Observatoire des entreprises.  
Insertion du 2 mai 2006.  
Source: The Wall Street Journal 28/04/06*

## Le big business de la pharma n'aime guère le marché

Que les multinationales n'aiment guère le marché et la libre concurrence (sauf en théorie, il n'est pas mauvais qu'on continue à l'enseigner dans les écoles) est un fait qui ne se dément pas dans la pratique quotidienne du big business.

On en veut pour preuve l'enquête criminelle ouverte par la justice américaine à l'encontre des géants de l'industrie pharmaceutique que sont Sanofi-Aventis (Paris) et Bristol Myers (New-York).

L'histoire qui les a amenés sur le banc des délinquants économiques présumés ne manque pas de sel.

Tous deux se partagent la commercialisation de l'anticoagulant Plavix, deuxième au hit-parade mondial des médicaments avec un chiffre d'affaires 2005 de 5,9 milliards de dollars dont Bristol-Myers (qui a l'exclusivité pour les Etats-Unis) en

empoche plus de la moitié, 3,8 milliards.

Le Plavix, en d'autres termes, est le ticket gagnant, le jackpot rêvé. Sauf que, voilà... Patatras.

Un producteur canadien, Apotex, s'apprêtait à en sortir une variante générique, moins chère, naturellement. D'où la manoeuvre des deux multinationales qui leur ont valu de se trouver dans le collimateur de la justice: elles ont proposé à la société canadienne de lui payer quelque 40 millions de dollars pour retarder la mise sur le marché du générique jusqu'en 2011.

C'est permis, cela? Non. Mais on peut toujours essayer. Tenter de court-circuiter le marché, c'est une constante dans le big business.

*Observatoire des entreprises.  
Insertion du 29 juillet 2006.  
Source: Wall Street Journal, 28 juillet 2006.*

# Leçon n°6

## Qui fait tourner l'économie réelle?

### Derrière la fiction. Une réalité, celle des travailleurs

La mondialisation de l'économie, c'est tout d'abord des marchés intégrés. Le Coca-Cola et les GSM Nokia sont disponibles un peu partout sur la planète.

Même conclusion pour l'économie fictive des marchés financiers. Des pratiques et un langage similaires sur toutes les places boursières du monde.

Cependant, derrière le Coca, les GSM ou une paire de baskets, il y a du travail et des travailleurs.

Et, le marché du travail n'échappe pas à la règle. Le travailleur chinois peut produire une marchandise similaire à celle produite par un ouvrier belge.

La seule chose qui ne se trouve pas encore lissée par la mondialisation c'est "le prix de vente de la force de travail" [Chesnais, 1997]. En d'autres termes, les salaires des travailleurs...

Le processus d'intégration est en cours.

En effet, les entreprises multinationales, grâce à leur internationalisation (lire: délocalisation), peuvent exploiter à leur guise ces différences salariales pour faire voler en éclats la législation du travail et les conventions salariales nationales.

Par ce biais, il y a tout d'abord une mise en concurrence mondiale des Etats. L'investissement ira à celui qui fera preuve de souplesse dans sa législation sociale.

Là-dessus, par la bande, mise en concurrence des travailleurs.

Les entreprises multinationales produiront là où les salaires sont les moins "coûteux", là où l'inspection du travail n'est pas trop tatillonne, là où le paysage syndical est réduit à peau de chagrin...

Résultat, une "harmonisation" du prix mondial du travail. Une harmonisation par le bas comme l'exprime à merveille l'économiste français François Chesnais :

"C'est, de façon tendancielle, le salaire des travailleurs chinois qui sert de repères à la fixation des salaires ailleurs dans le monde" [Chesnais, La finance capitaliste, PUF, 2006].

Dans l'imaginaire collectif, on pense en général que les travailleurs du Nord sont concurrencés par les travailleurs du Sud. Les exemples ci-contre montrent d'une part que cette mise en compétition peut aussi être intra-firme. Ainsi, Volkswagen joue l'Espagne contre la Belgique pour faire pression sur les syndicats espagnols.

D'autre part, les législations sociales au Sud ne sont pas toujours assez au goût des entreprises transnationales. Ainsi, devant le durcissement de la protection sociale des travailleurs chinois, l'industrie électronique ira produire ailleurs: le "sweatshop" vietnamien est plus rustique, mais il est moins cher...

La mise en concurrence mondiale des travailleurs ne peut se résumer à la seule pression sur les salaires. C'est, comme nous le verrons par la suite, tout ce qui

touche aux conditions de travail et de vie des ouvriers et des salariés qui est mis en compétition par les entreprises multinationales.

*La mise en concurrence des législations nationales et des travailleurs au niveau mondial est largement décortiquée sur l'Observatoire des Entreprises du Gresea aux rubriques "mise en concurrence des travailleurs"*

*"<http://www.gresea.be/miseen-concurrencedestravailleur.htm> et "délocalisation" <http://www.gresea.be/delocalisation.htm>.*

## Volkswagen joue l'Espagne contre la Belgique

Volkswagen a décidé en mai 2006 de transférer une partie de la production du modèle Polo du site de Pampelune en Espagne, où l'activisme syndical s'est traduit par plusieurs grèves, vers celui de Forest en Belgique.

L'opération cadre dans un vaste plan de restructuration qui pourrait conduire à la suppression de 20.000 postes de travail au sein de la multinationale allemande.

Le plan de restructuration introduit par le manager général de VW

visait à faire baisser les coûts de production d'une entreprise qui, à l'entendre, "compte les travailleurs les mieux payés et les moins productifs au monde".

Interrogé au sujet de cette délocalisation interne, un cadre dirigeant de Volkswagen a déclaré: "Nous ne pouvons nous permettre de laisser la production de la Polo à Pampelune. C'est devenu une usine peu fiable. En la transférant à Bruxelles, nous pouvons mettre plus de pression sur les syndicats espagnols".  
No comment.

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du 23 mai 2006.  
Source : Financial Times, 18 mai 2006.*

## Le travailleur chinois, trop cher pour l'industrie électronique

Pour les entreprises, la Chine, outre le fait d'être un marché immense, est aussi un grand atelier où les coûts de production sont très bas et les ouvriers corvéables faute souvent de protection sociale adéquate. Cependant, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, une loi régulant les relations professionnelles est entrée en vigueur.

Cette loi prévoit notamment la limitation des heures supplémentaires, l'imposition d'un salaire minimum aux entreprises, l'établissement d'un contrat à durée indéterminée (CDI) après deux contrats déterminés consécutifs et le paiement par l'entreprise d'une indemnité de licenciement.

Cette nouvelle loi devrait contribuer à améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs chinois, mais, dans le même temps, augmenter le prix du travail. Cela, les entreprises taïwanaises installées en

Chine ne semblent pas prêtes à l'accepter.

Après Hon Hai et Compal qui ont déjà respectivement investi 5 milliards et 500 millions de dollars au Vietnam, c'est au tour de Quanta Computer (Taiwan), premier fabricant mondial d'ordinateurs portables pour des sociétés comme Dell ou Hewlett Packard, de choisir de délocaliser progressivement sa production de la Chine vers le Vietnam.

En d'autres termes, c'est le petit monde de la sous-traitance électronique qui quitte l'usine chinoise pour un atelier vietnamien aux infrastructures rudimentaires mais à la main-d'œuvre moins coûteuse. La Chine doit-elle choisir entre développement social et compétitivité économique?

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du .8 janvier 2008.  
Source : Les Echos du 3 janvier 2008.*



# Leçon n°7

## Comment une entreprise transnationale fait de l'argent?

### Productivité du capital versus productivité du travail

Pour résister à la concurrence mondiale, l'entreprise multinationale doit aujourd'hui être compétitive. C'est le pilier central de toute stratégie patronale qui se respecte.

Pour être compétitive, une entreprise doit proposer des marchandises ou des services moins chers et/ou de meilleure qualité que ses concurrents. Pour y arriver, elle doit améliorer sa productivité.

La productivité est donc un concept central de l'économie de marché. Un concept aux multiples portes d'entrées et, trop souvent, sujet de discours idéologiquement biaisés.

En effet, dans le discours patronal, quand on parle productivité, c'est le travail qu'on vise. Il n'est alors jamais assez productif.

Il faut donc couper dans les coûts de production. En d'autres termes, produire la même quantité avec moins d'ouvriers, moins bien payés.

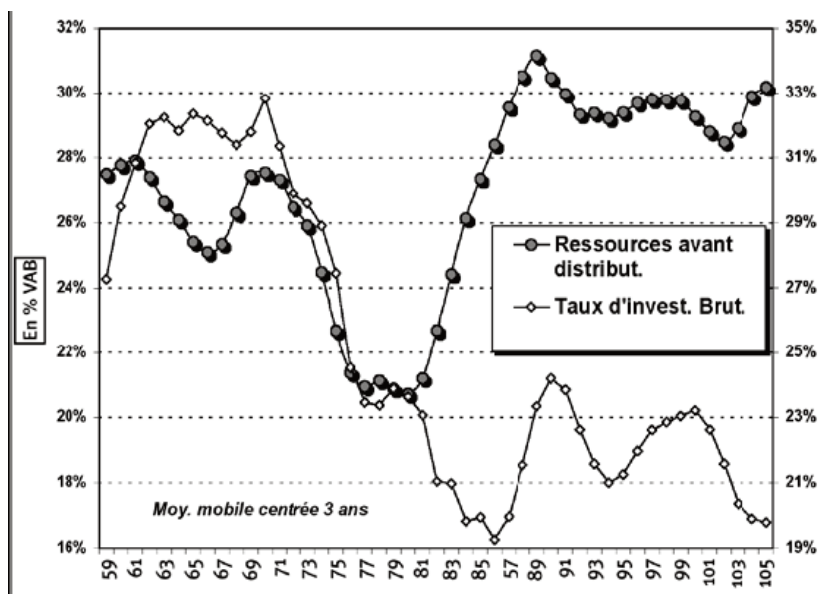
Voilà qui explique que, "Le salaire réel hebdomadaire du travailleur américain moyen a-t-il baissé de 4% depuis 2001 alors que la productivité du travail a, entre-temps, crû de 15%" [The Economist, 2006].

Voilà qui explique, aussi, que le "partage" entre capital et travail s'effectue de plus en plus au détriment du second. Croissance des bénéfices (non ré-investis) et baisse des salaires.

Le petit tableau qui suit illustre bien cela. Il est extrait de l'His-

toire inédite de l'économie belge de 1945 à nos jours [Co-édition Couleur livre et Gresea, Collection L'Autre économie, 2008] et montre la déconnexion, à partir des années 80, entre profits et investissements.

Les exemples tirés de l'Observatoire des Entreprises démontrent à quel point ce sont les travailleurs qui paient au prix fort les désinvestissements massifs dans les outils de production.



Voici le schéma. Marché mondial du travail oblige, il y a de plus en plus de travailleurs disponibles pour le grand jeu de leur mise en concurrence. Pression sur les salaires, pression sur les conditions de travail et explosion des profits donc.

Cependant, ces profits servent, aujourd'hui, plus à venir grossir les fortunes personnelles des actionnaires qu'à développer l'outil de production.

Conclusion de l'économiste Irfan Ul Haque : "Ces tendances ne doivent pas surprendre dans la mesure où les politiques néolibérales visent, par définition, à renforcer le facteur capital au détriment du facteur travail" (Cnuced, 2004). La boucle est bouclée sauf pour les travailleurs.

Ainsi, chez Arcelor Mittal en République Tchèque, on supprime des emplois pour augmenter la productivité. Ce n'est pourtant pas le capital qui manque.

Dans un autre style, chez PSA (Peugeot-Citroën) en France, on pourra bientôt corrélérer la hausse de la productivité des usines au taux de suicide chez les salariés qui ne résistent plus aux cadences imposées par la direction...

*La productivité est une boîte noire à ouvrir de toute urgence. Pour ce faire, voyez les rubriques "productivité"*

<http://www.gresea.be/productivite.htm> et "cadence"

<http://www.gresea.be/cadence.html> de l'Observatoire des Entreprises du Gresea.

# L'intensité du travail

## Mittal jette 1.000 travailleurs pour plus de productivité...

Au lendemain de son OPA sur Arcelor, Mittal annonce la suppression de 1.000 emplois, sur un total de 9.280, dans sa filiale Mittal Steel Ostrava, en République tchèque, première usine sidérurgique du pays, dont elle détient 70,6% du capital, le reste appartenant à l'Etat.

L'information, donnée par une brève, indique que la mesure de réduction de l'emploi "s'inscrit dans la restructuration en cours visant à augmenter la productivité de Mittal en République tchèque". C'est, racontée en peu de mots, une jolie leçon d'économie.

La productivité se mesure par nombre d'unités produites durant un laps de temps déterminé, divisé par le nombre de travailleurs. Augmenter la productivité, c'est donc faire en sorte que chaque travail-

leur produise plus d'unités qu'auparavant.

Cela peut se faire de deux manières. Soit on investit dans des nouvelles machines, plus performantes, et on produira plus d'unités avec le même nombre de travailleurs – soit, bête comme chou, tour de passe-passe, on "désinvestit": on produit le même nombre d'unités qu'auparavant, mais avec moins de travailleurs, on en congédie une partie en exigeant des autres (les "chanceux" qui ont pu garder leur emploi) que le niveau de production reste inchangé : hausse des cadences, allongement de la durée de travail sans compensation salariale, etc.

C'est une hausse de productivité en trompe l'oeil. C'est peut-être aussi le style maison, chez Mittal.

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du 16 juillet 2006.  
Source : De Tijd, 15 juillet 2006.*

## PSA Mulhouse: suicides à la chaîne

16 juillet 2007. Un salarié s'est pendu dans les magasins du secteur montage de l'usine PSA de Mulhouse en France. C'est le cinquième suicide au sein de l'usine depuis le début de l'année. Si on ajoute aux performances du site de Mulhouse celui de Charleville-Mézières, le total est de 6 victimes en l'espace de 6 mois pour le groupe PSA France.

Un comité d'entreprise extraordinaire a été convoqué juste après le drame. La délégation syndicale CGT a dit que tous les collègues de la victime étaient sous le choc. Et il y a de quoi, précise-t-elle: mise sous pression des salariés continue au sein de PSA Mulhouse, équipes de nuit supprimées, intérimaires non

repris, postes supprimés dans la "gestion prévisionnelle des emplois et des compétences" (GPEC).

Pendant ce temps, le chantage à l'emploi dont sont victimes les malades se poursuit. Jusqu'à présent, aucun de ces suicides n'a été reconnu comme accident de travail. Aux dernières nouvelles, la direction de PSA vient de lancer un numéro vert d'assistance psychologique. Charitable.

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du 17 juillet 2007.  
Source : L'Humanité et Les Echos du 17  
juillet 2007.*

# Leçon n°8

## Travailler plus pour gagner moins.

### Innovante, l'économie remet la "recette" au goût du jour...

Des débuts de l'industrialisme, on a gardé l'image d'un prolétariat sacrifié sur l'autel du progrès. Hommes, femmes et enfants enchaînés à un interminable labeur. Une des premières revendications du mouvement ouvrier était par conséquent la limitation de la durée du travail, et la protection des plus faibles, les femmes et les enfants.

Ce passé fait aujourd'hui un retour en force.

Les enfants restent largement épargnés, mais la catégorie – celle des "sous-travailleurs" – a été ressuscitée sous d'autres formes, l'emploi précaire, atypique, clandestin, etc.

Même chose avec la durée du travail. Si la tendance générale, dans nos économies dites avancées, a été orientée vers la réduction générale du temps de travail, cette conquête sociale apparaît de plus en plus aujourd'hui comme ringarde et "rigide".

On a là une logique implacable. Le travail seul crée des richesses, c'est le seul facteur qui, dans le système de production capitaliste, est source de plus-value, de bénéfices et de profits.

Or, cette plus-value peut être extraite de deux manières. Soit en allongeant la durée du travail non payé (c'est la plus-value absolue), soit en accentuant l'intensité du travail, c'est-à-dire en faisant produire plus en moins de temps pour un salaire inférieur au "gain de productivité" obtenu: on appelle cela la plus-value relative, voir le chapitre précédent.

C'est cette voie-là que les économies avancées ont suivie, elle a marqué et formé ici les consciences.

Depuis quelque temps, cependant, les entreprises transnationales ont redécouvert les "vertus" de la plus-value absolue. D'aucuns estiment que l'innovation est le moteur du progrès économique: dans ce cas-ci, il y a comme un défaut dans la théorie.

Cela a commencé en Allemagne, en 2004, lorsque Siemens (et d'autres) a, sous la menace d'une délocalisation, contraint les syndicats à revenir sur l'accord des 35 heures (obtenu en 1984 après 7 semaines de grèves) pour leur faire accepter une semaine de 40 heures... à salaire inchangé. La nouvelle donne sera saluée par un économiste néolibéral comme un "moyen élégant de faire baisser le coût du travail" (sic) et, par le président des métallos allemands Jürgen Peters comme "le plus grand programme de destruction d'emplois dans l'histoire de l'après-guerre" [Le Figaro, 2 juillet 2004].

En effet, coup double. En faisant travailler plus, pour moins, le patronat engrange de meilleurs résultats, il sera plus "compétitif" et, là-dessus, toutes ces heures non payées se traduiront en un recul de l'embauche, une hausse du chômage qui, à son tour, jouera à la baisse sur le niveau général des salaires. Quand il y a moins d'emplois, on acceptera plus facilement de travailler pour un salaire inférieur, on sera plus "flexible".

C'est tendance. Entre 2005 et 2007, une entreprise sur quatre en Allemagne a allongé la durée du travail tandis que, apprend une enquête de la Fondation Hans Böckler, 47% des travailleurs concernés n'ont obtenu aucune compensation salariale pour ce surtravail. [The German Times, vol. 2, n°5, mai 2008]. Or, l'Allemagne, en Europe, c'est tendanciel, moteur de l'économie européenne, y compris dans sa dimension sociale.

*L'allongement de la durée du travail est, avec la progression de l'emploi "atypique" (flexible, dé-régulé), un des indicateurs déterminants des rapports de répartition entre capital et travail. On en trouvera de nombreuses illustrations sur l'Observatoire des entreprises du Gresea à cette rubrique [www.gresea.be](http://www.gresea.be). Afin que chacune et chacun puissent comprendre le monde pour le transformer.*

# La durée du travail

## Les travailleurs robotés de VW Forest

Le dossier Volkswagen Forest a connu son épilogue le mardi – noir? – du 27 février 2007.

Soumis à référendum auprès des ouvriers et employés restés sur le carreau, le "plan industriel", signé la veille par les syndicats, a été approuvé par une très large majorité de 1.631 voix. Seront, donc, "sauvés", 2.200 travailleurs (au préalable sagement divisés) auxquels on a promis une sécurité d'emploi jusqu'en 2010 en échange d'un passage de 35 à 38 heures/semaine – le tout emballé par une promesse de "bonus" variable, calculé sur "la productivité, la qualité, les coûts par voiture et le taux de présence" du travailleur méritant, au passage radicalement robotisé.

C'est bien joué. En Allemagne, en novembre 2006, au siège histo-

rique de Wolfsburg, des travailleurs ont accepté la même chose et, en récompense, hérité de la Golf, jusque-là assemblée à Bruxelles.

Pas besoin de petit dessin. Le revers de Wolfsburg annonçait celui de Bruxelles. Comment la presse commente-t-elle cela? Elle dit qu'en votant oui, les travailleurs ont "choisi la voie de la sagesse". Et elle dit, concernant le passage à 38 heures, que "concrètement, le salaire net des travailleurs ne devrait pas être roboté" – ils doivent juste travailler plus pour le même montant.

Le raisonnement est délicieux. A ce compte, on pourrait demander à tous les travailleurs employés à mi-temps de passer à plein temps – et y ajouter les week-ends, pourquoi pas? – pour le même salaire "non roboté"... On dit merci à qui, là?

*Observatoire des entreprises du Gresea  
Insertion du 25 septembre 2006.  
Source: Solidaire, 20 septembre et le site  
6com des Métallos FGTB.*

## Victoire des travailleurs de la FN contre l'allongement du temps de travail

Le travail a repris le 14 septembre 2006 à la Fabrique Nationale (FN) de Herstal après 3 semaines de grève en front commun.

Les griefs des travailleurs à l'encontre de leur direction étaient connus de longue date.

Ce sont, primo, les réticences de cette dernière au sujet du "pacte des générations" (maudit par les syndicats) et de l'application de la prépension à 58 ans, la direction de la fabrique d'armes disant craindre un départ massif de ses ouvriers les plus expérimentés – tout en n'investissant guère dans la formation des jeunes...

Ce sont, ensuite, les bons résultats de l'entreprise qui ont fait ces derniers temps le bonheur des cadres (hausse de leur participation aux bénéfices de la société) tandis que,

du côté des ouvriers et des employés, on ne voyait rien venir.

Enfin, les syndicats stigmatisent le manque de dialogue social.

Après un bras de fer de près de 3 semaines, les ouvriers et les employés de la FN ont finalement fait plier la direction.

Les travailleurs obtiendront une prime de 1.100 euros en contrepartie des résultats obtenus, le maintien du volume global de l'emploi jusqu'à la fin 2010 et, surtout, le maintien de la prépension pour tous à partir de 58 ans. Dans un contexte général d'allongement du temps de travail, la victoire obtenue par les différents syndicats et les travailleurs de l'entreprise liégeoise fera date.

*Observatoire des entreprises du Gresea  
Insertion du 15 mars 2007.  
Source: L'Echo, 28 février 2007.*

# Leçon n°9

Produire, cela suppose accessoirement d'ensuite vendre.

Ou comment reprendre d'une main ce qui est accordé par l'autre

L'économie des entreprises transnationales a besoin de matières premières à bas prix et donc les contrôler, et elle a besoin, en les contrôlant, d'unités de sous-traitance et de travailleurs, à bas prix eux aussi.

Dans la configuration, il lui faut aussi des débouchés, des gens qui achètent, qui font entrer de l'argent dans les caisses. En un mot comme en cent, elle a besoin de consommateurs, et de les contrôler.

La tendance idéologique, aujourd'hui, est de mettre l'accent sur le consommateur individuel, comme si tout dépendait de lui, comme si, par ses achats individuels, qu'on dira "responsables", "éthiques" voire "rationnels", il avait une quelconque influence sur la nature et les orientations du système de production.

C'est naturellement oublier que le consommateur individuel n'existe pas, c'est détourner l'attention du caractère orchestré des pressions exercées sur la "demande" de biens et de services. La publicité, la télévision, la presse, Internet, le paysage urbain, sont là pour le rappeler: matraquage de tous les instants qui, sous toutes ses formes, suscite, guide et forme les "besoins", les envies d'achat.

Bel exemple, ci-contre, que les trucages des marchés publics signés Bouygues ou la campagne publicitaire de Levi's pour son jean "équitable" (sic).

Mais reprenons. Dans l'ordre économique international actuel, la consommation est d'abord une

donnée mondiale. Pour qu'on puisse consommer, ici, il faut que, ailleurs, on épargne. En 2002, ainsi, les consommateurs américains "payaient" leurs achats en utilisant 75% de l'épargne mondiale, soit quelque 528 milliards de dollars [Le Figaro, 11 septembre 2003]. Dit autrement, ils vivent à crédit, confortablement, grâce à l'argent du Tiers-monde, un impôt sur la pauvreté mondiale, si on veut. Même topo en 2005: les Etats-Unis consommaient, à crédit, dépenses militaires incluses, quelque 724 milliards de dollars "sur le dos" du reste du monde [Business Weekly, 11 juillet 2005].

La fonction du consommateur s'inscrit avant tout dans cette division internationale entre possédants et dépossédés.

Cette même division est au centre des conflits sociaux autour du pouvoir d'achat. Là, il y a un retour de manivelle. Depuis des années, l'importation de marchandises bon marché produites en Chine et ailleurs a permis tout à la fois de masquer et de compenser les pressions à la baisse sur les salaires exercées par ces mêmes importations. Cela marche tant que cela marche. Là, maintenant, cela marche moins bien. Dans les pays bon marché les bas salaires commencent à remonter, le coût des matières premières aussi, même chose pour l'énergie qui sert à produire les marchandises bon marché et à les transporter d'un point du globe à l'autre. D'aucuns s'en inquiètent: après avoir exporté de

la déflation (des bas prix), la Chine aurait-elle maintenant le mauvais goût d'exporter de l'inflation (une hausse des prix)?

D'autres diront que le système, via son maillon faible, la consommation, a peut-être atteint ses limites. Le système a besoin de gagnants et de perdants. Son terrain de chasse est devenu, peu à peu, mondial et c'est logique, car il fallait chercher les perdants de plus en plus loin, jusqu'en Chine. En Chine, on les a trouvés. Mais après la Chine, lorsque la Chine refusera de figurer parmi les perdants, où aller? Sur Mars? Neptune?

*La consommation et les moyens de la contrôler, par le marketing et la publicité, un des thèmes centraux de l'Observatoire des entreprises. On en trouvera de nombreuses illustrations sur l'Observatoire sous ces rubriques. Afin que chacune et chacun puissent comprendre le monde pour le transformer.*



## Bouygues invente un logiciel pour truquer les marchés publics

Connaissez vous le programme "Drapo"?

Non, sans doute. C'est l'abréviation de "détermination aléatoire du prix de l'offre" (cela ne s'invente pas) et il s'agit d'un logiciel inventé par le groupe Bouygues pour faciliter le trucage des marchés de travaux publics.

Mis à l'examen par le conseil de la concurrence français en 1995, année au cours de laquelle le Canard Enchaîné en avait révélé l'existence, ce joli petit système d'entente entre soumissionnaires vient de conduire, en 2006, à la distribution à quelque 34 entreprises de 48,5 millions d'euros d'amendes (dont 8,5 millions pour Bouygues) pour

s'être "partagé" près d'un milliard d'euros de contrats publics entre 1991 et 1997.

Un partage assisté par ordinateur, nota bene, puisque le logiciel "Drapo", petite merveille d'informatique, permettait de créer des centaines de pages d'offres de prix bidons dans le but de faire croire à l'existence d'offres concurrentes.

Comme le souligne in fine le Canard Enchaîné: "L'amende infligée aux bétonneurs représente 5% de la valeur des marchés truqués - le maximum autorisé par la législation. N'empêche: à ce prix, c'est tout bénéf, même quand on se fait prendre."

*Observatoire des entreprises du Gresea.  
Insertion du 14 avril 2006.  
Source: Le Canard Enchaîné du 12 avril 2006.*

## Levi's se met à vendre du jean "100% équitable"

La multinationale américaine Levi's Strauss a annoncé le lancement d'un nouveau jean "100% équitable".

Fabriqué à base de coton organique, de noix de coco ou encore d'amidon de pomme de terre, il sera vendu aux classes aisées d'Europe pour la modique somme de 120 euros (plus de deux fois son prix ordinaire).

On applaudit? Entre 1998 et 1999, Levi's Strauss a fermé ses trois usines belges (Gits, Wervick et Deurne), puis toutes celles aux Etats-Unis.

En Belgique, ce sont quelque 2.600 ouvrières, souvent peu qualifiées, qui se retrouveront à la rue. Le plan de réinsertion se limitera, pour l'entreprise, à la mise en place d'une "antenne emploi"... d'une efficacité douteuse (30 à 60% seulement des ouvrières retrouveront un emploi).

Levi's a invoqué des difficultés économiques... tout en créant des fi-

liales en Amérique latine et en sous-traitant massivement vers des pays à bas salaires (Indonésie et Philippines, entre autres).

De là à penser que la misère des ouvrières du Nord ferait le bonheur de celles du Sud, il y a un pas qu'on ne franchira pas: les ouvrières des ateliers de sous-traitance gagnent juste de quoi survivre en abattant des horaires esclavagistes, une situation que la Campagne Vêtements Propres a dénoncée en 2005 dans le cas du Grupo M, un sous-traitant de Levi's en Haïti, réputé pour son non respect des libertés syndicales.

Le système économique actuel obéit à cette équation : travailleurs sans emplois au Nord + travailleurs sans droits et sous-payés au Sud égale croissance exponentielle des bénéfices.

*Observatoire des entreprises du Gresea.  
Insertion du 17 octobre 2006.  
Source: La Tribune du 6 octobre 2006, Le Monde diplomatique d'octobre 2001 et archives Gresea.*



# Leçon n°10

Les multinationales ont leur propre langage.

Il porte un nom. Publi-reportage et marketing

Alors que les entreprises multinationales ont aujourd'hui une influence plus importante sur la scène internationale que certains États, la grande masse de l'information économique disponible reste centrée sur ces derniers.

Il faut dire qu'en termes de communication, le secteur privé multinational, c'est un peu l'ombre et la lumière ou plutôt, il y a ce que les entreprises multinationales veulent bien montrer et ce qu'elles préfèrent cacher.

C'est, d'ailleurs dans ce brouillard, que le Centre des Nations unies sur les Sociétés Transnationales (UNCTNC) a été dissout en 1993 à la demande du gouvernement américain. Une partie des chercheurs de ce centre a été transférée à la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement (Cnuced) mais, intérêts géoéconomiques obligent, avec un programme d'étude bien plus réduit.

Cette dissolution prouve qu'un contrôle démocratique, passant inévitablement par une information complète, des quelque 200 à 300 grandes multinationales n'est toujours pas à l'agenda.

Pourtant, lorsqu'il est question de leur image ou de promouvoir leurs produits, les entreprises multinationales ne lésinent pas sur le budget publicitaire.

Que ce soit comme Danone pour vanter les mérites du Yaourt "qui nourrit votre peau de l'intérieur" (voir l'exemple ci-contre) ou comme Coca-Cola et Nestlé pour écouler de l'eau du robinet re-

conditionnée en bouteille, l'objectif est le même, provoquer la consommation de masse en créant des besoins fictifs.

Certains, comme l'anthropologue Michael Stewart, s'insurgent contre ces pratiques et défendent le concept de "produit adapté" à la société, à la culture ou à l'environnement. Ce à quoi le discours managérial répondra: si le Coca cola se vend si bien dans le Tiers-monde, ce n'est pas dû à la formation des goûts par la publicité mais bien à la mauvaise qualité de l'eau... [Brasseul, 2008]

L'information économique par contre, est bien plus difficile à leur imposer. L'entreprise multinationale communique peu sur ses résultats par exemple.

Logique. Les normes de comptabilité sont largement déterminées par les lobbies des multinationales, notamment pour masquer leur endettement et faire apparaître leur résultat comme meilleur qu'il ne l'est en réalité

Quand elle le fait, c'est au travers de comptes annuels extrêmement agrégés à partir desquels il est souvent impossible de faire la part entre les bénéfices de la société mère et ceux de ses filiales.

Ainsi, pour l'opacité, un exemple emblématique ci-contre, le scandale Enron. Cette multinationale n'a pas été condamnée pour traficotage dans la comptabilité, mais bien pour son manque de communication sur sa situation financière réelle.

*L'essentiel de l'information sur les entreprises multinationales est produit par les entreprises multinationales. Le problème est là et c'est aussi la raison d'être de l'Observatoire des Entreprises. Pour décoder les stratégies marketing des entreprises multinationales, voyez les rubriques "Marketing", "publicité trompeuse", "pression sur média" et "rapport annuel".*

## Danone vend du vent (100 g) en boîte

Le matraquage publicitaire est plus persuasif, plus totalitaire que la propagande politique. Lorsqu'on a les moyens d'acheter l'espace public...

Illustration que la déferlante actuelle, tout en rose, vantant le dernier-né de Danone, "Essensis", le yaourt "beauté" qui, raconte la pub, "nourrit votre peau de l'intérieur" et qu'un marketing de choc global promeut pour ses vertus "paramédicales" en France, en Belgique, en Espagne et en Italie par une campagne intégrée: "95% du mix-produit est commun aux quatre pays: la couleur rose, le packaging, la plupart des parfums et le logo", comme précise le directeur du mar-

keting Danone, David Marchini.

Il faut cela, sans doute, pour berner l'opinion et lui vendre quatre mini-bouteilles de 100 grammes de yaourt au prix de 2,29 euros. Cela porte son prix à 5,725 euros le litre, un joli bénéfice comparé au lait battu, autrement plus nourrissant et sain, qu'on trouve sur les marchés à 0,75 euro le litre, c'est-à-dire à un prix sept fois inférieur et, en plus, proposé dans des bidons réutilisables.

Car chaque "litre" du yaourt Essensis, c'est naturellement aussi dix petites bouteilles en plastique à jeter. C'est ce qu'on appelle un capitalisme durablement polluant.

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion le 04 avril 2007.  
Source : L'Usine Nouvelle, 22 mars 2007.*

## Verdict Enron: de quoi faire frémir les managers...

Dans les annales, le scandale Enron a un statut presque équivalent à la chute du mur de Berlin. Autant ce dernier est devenu le symbole de faillite de l'économie planifiée socialiste, autant, en effet, Enron en est-il venu à représenter la preuve que le capitalisme "ne marche pas".

En mai 2006, les jurés d'un tribunal de Houston (Texas) ont rendu leur verdict dans l'affaire. Or que dit cette vérité judiciaire? Elle relève, certes, que les anciens dirigeants d'Enron ont gonflé les gains de la compagnie en trafiquant la comptabilité de leur société.

Mais ce qui est surtout reproché au management d'Enron est de ne pas avoir donné une image honnête ("à fair picture") de la firme. Pour le

dire autrement, ce n'est pas tant les illégalités de la comptabilité qui dérangent le tribunal, mais le fait que les dirigeants, sans pour cela enfreindre aucune loi, ont induit les actionnaires et le public en erreur sur la situation réelle de la société.

Comme le note le Financial Times, le tribunal a par là posé "un précédent qui risque de hanter les esprits d'autres dirigeants d'entreprise". Pour plaire au marché et ses "investisseurs", les dirigeants d'entreprise sont aujourd'hui de plus en plus sous pression pour présenter, tous les trimestres, de mirobolantes perspectives de revenus.

A l'avenir, aux USA, cet exercice risque de devenir périlleux.

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du 19 juillet 2006.  
Source: USA Today, 26 mai 2006.  
International Herald Tribune, 27 mai 2006*

# Leçon n°11

Economie de marché ne va pas sans théologie de marché.

Jusqu'ici, largement, les Etats ont répondu: présents!

Dans la version classique, véhiculée par les médias, les Etats n'ont plus rien à dire, c'est le marché qui décide.

Le marché, entendre: ses opérateurs poids lourds, les entreprises transnationales.

Ce sont elles qui décident quoi produire, où produire, comment produire, etc.

C'est vrai et c'est faux.

Sans les Etats, sans leur bénédiction, sans leur soutien actif, ce marché-là ne fonctionnerait pas.

La concurrence est plus ou moins libre? Elle l'est parce que les Etats y veillent et interdisent les violations de la concurrence.

Les entreprises transnationales ont la liberté de commercer comme bon leur semble et à leur propre condition? Cette liberté n'existe que grâce aux règles contraignantes de l'Organisation mondiale du Commerce, où siègent des Etats, gendarmes de la "liberté" commerciale.

C'est dire que la toute-puissance des entreprises transnationales doit son existence – son développement sans entrave et son expansion à tous les domaines de la vie des gens – à la mise en oeuvre d'une ligne politique tracée par les autorités publiques, les Etats.

On ne discutera pas, ici, les raisons qui ont poussé les Etats à devenir les disciples enthousiastes du marché, l'économie de marché et la démocratie de marché. C'est un fait. C'est un moment historique, le nôtre. Mais comme

chacun sait, rien n'est permanent dans l'histoire de l'humanité. Il y a des hauts et il y a des bas. Tantôt le rapport de forces entre les possédants et les dépossédés penchent dans un sens, tantôt dans l'autre.

Là, maintenant, du côté des Etats et des élites dirigeantes, la balance penche lourdement vers la théologie du marché.

Le résultat, c'est un Etat qui s'enorgueillit d'être l'auxiliaire obligé des forces dominantes du marché.

En actes, cela se traduit par des mesures en faveur de la dérégulation du droit social: rendre les travailleurs plus "flexibles" et moins chers.

Cela se traduit aussi par une privatisation des services publics, une énorme vente aux enchères des outils de production construits grâce à l'épargne publique, l'argent des contribuables.

La Poste est un bon exemple. Soumise à une privatisation rampante, la Poste a supprimé quelque 250.000 emplois ces dix dernières années. Même le patron de la Poste belge, Johnny Thijs, s'en inquiète dans un moment de lucidité: "L'Europe veut libéraliser complètement d'ici à 2009. Cela nous rendra-t-il heureux? Ce sont surtout les grosses entreprises qui en profiteront, pas les PME ni les particuliers. Je l'ai toujours dit: vous voulez la libéralisation? Préparez-vous dans ce cas à un bain de sang social. La concurrence utilisera des travailleurs indépendants payés

moitié prix. Est-ce cela que nous voulons?" [De Tijd, 26 mai 2007].

Ce n'est pas, d'évidence, ce que veulent tous les pays du monde. Il n'y a pas unanimité. Il y a des poches de résistance. En Amérique latine, mais aussi, en Russie et en Asie. Un des mots clés, ici, est le protectionnisme. Lorsqu'on entend ce mot, lorsqu'on entend les discours dominants condamner le protectionnisme – voir ci-contre le cas du Japon – il faut y prêter attention. C'est le signe, un tantinet hystérique, d'une inquiétude chez les "théologiens" du marché...

*Le rôle de l'Etat, en particulier dans la privatisation de l'économie publique (eau, santé, poste, etc.), est un des indicateurs indirects de l'état de la mondialisation, et des rapports de force entre capital et travail, entre économie publique et économie privée. On en trouvera de nombreuses illustrations sur l'Observatoire sous cette rubrique. Afin que chacune et chacun puissent comprendre le monde pour le transformer.*

## Le Japon s'oppose au spéculateur TCI

Le fonds spéculatif TCI est monté à hauteur d'environ 10% en 2005-2006 dans le capital de l'ancienne entreprise publique énergétique japonaise J-Powers en vue d'inciter cette dernière à doubler les dividendes au détriment de l'investissement. En vain.

En avril 2008, TCI remet cela. Comment gagner la direction et le conseil d'administration de J-Powers à ses vues? Par la force (de l'argent), en montant à 20%.

Là, TCI va se heurter à l'Etat japonais, qui va bloquer la manoeuvre au nom de la "sécurité nationale": on ne badine pas avec les secteurs stratégiques.

TCI trouvera pour l'occasion un allié en la personne du commissaire européen au Commerce Peter Mandelson, qui aura des mots très durs à l'égard du gouvernement japonais pour sa faible ouverture à l'investissement étranger.

Sans pour autant faire fléchir le Japon. Le chien aboie, la caravane passe.

Pour TCI, c'est gênant. Il a placé ses billes et l'effet escompté n'est pas au rendez-vous. Donc, nouvelles manoeuvres, cette fois par la bande. En mai 2008, TCI monte dans le capital de deux actionnaires de J-Powers, la banque Mizuho Financial et l'entreprise de construction Kajima Corp. Cette fois, même le Financial Times, pourtant acquis à la théologie du marché, ne peut s'empêcher d'ironiser: est-il vraiment judicieux, de la part de TCI et vis-à-vis de ses propres investisseurs, de jeter ainsi son argent dans deux entreprises aussi peu rentables? Mizuho est une banque plombée par le "subprime" et Kajima est un obscur entrepreneur du bâtiment qui va réduire de moitié les dividendes...

*Observatoire des entreprises.  
Insertion du 2 juin 2008.  
Sources: Financial Times des 22 et 29 avril  
et des 28 et 30 mai 2008.  
Traitement Gresea: 2 juin 2008.*

## L'information est brève, mais poétique

On apprend que le "Département des Privatizations" serbe (on n'invente pas) va mettre en vente publique, en avril 2008, 90% de Zastava, une entreprise présentée comme – litote superbe – "le seul producteur d'automobiles" du pays.

L'Etat, donc, vend. Sans doute en bon élève européen.

Il vend peut-être aussi parce que la Zastava, avec sa marque Yugo, reliquat d'une autre époque, ne vend ni ne produit guère, 15.000 véhicules en 2006, pour une capacité de 60.000.

A cette triste situation, il y a des facteurs d'explication. Outre les interventions militaires et la balkanisation du territoire national, on citera le marché américain, où la

Zastava a été introduite en 1986 pour, ensuite, dans les années nonante, subir de plein fouet le régime de sanctions imposé par Washington contre le gouvernement "voyou" de Belgrade.

Le "ministre des Privatizations" serbe (ça existe) s'est dit confiant de recevoir au moins deux offres de grosses entreprises internationales.

C'est ce qu'on appelle positiver.

*Observatoire des entreprises.  
Insertion du 2 janvier 2008.  
Source: Wall Street Journal  
du 28 décembre 2007.*

# Leçon n°12

## Quelles résistances pour quelle économie?

### Les entreprises transnationales ne sont pas "intouchables"

Lors de l'implosion de l'Union Soviétique, les discours sur la fin de l'histoire ont renforcé l'idée que le libéralisme, politique comme économique, constituait l'étape ultime de l'évolution de nos sociétés. Plus besoin de progrès, d'alternative ou de résistance.

Deux décennies plus tard, lors d'une réunion sur la crise du "sub-prime", le ministre italien des finances, Padoa Schioppa, parlant au Fonds monétaire international (FMI) s'inquiète en ces termes: "Nous savons comment l'économie-monde peut fonctionner avec 7 milliards d'êtres humains dont 15% vivent confortablement, mais nous ne savons pas comment cela fonctionnera quand ces 15% deviendront 50%" [Financial Times, 14 avril 2008].

Si les institutions de promotion de l'économie libérale en viennent à se poser des questions sur le modèle économique qu'elles promeuvent depuis un demi-siècle, où va-t-on? On va peut-être vers de l'avant.

Les initiatives se multiplient.

Tout d'abord, il y a le concept de la "soft law" (loi molle, également appelée "responsabilité sociale des entreprises"). Un fouillis de normes non obligatoires, le plus souvent résultat d'initiatives citoyennes. Cela dénote d'une certaine prise de conscience. Floue, mais certaine.

Le droit mou n'est cependant la plupart du temps que prétexte à de nouvelles stratégies de marketing aux dépens des petites

entreprises qui n'ont, elles, pas les moyens de mettre en œuvre ce type de régulation.

En matière de régulation des activités des multinationales, l'autorité publique reste un mécanisme clé et démocratique, quoique l'Etat soit souvent dépossédé (de son propre chef) des moyens lui permettant de mener ses missions. Et puis il y a le rapport de forces: crucial. Là, ce sont les organisations représentatives des travailleurs et... du progrès social.

L'exemple de l'Amérique latine montre qu'une réappropriation partielle de la sphère économique par l'Etat n'est pas nécessairement contraire aux intérêts des gens et des travailleurs.

Ainsi, dans l'exemple ci-contre tiré de l'Observatoire des entreprises, c'est par référendum que les citoyens de Leipzig en Allemagne se sont opposés au rachat et à la privatisation de leur régie municipale par Gaz De France (GDF).

Mais, répétons. Résister aux entreprises transnationales, c'est avant tout un droit, celui des salariés, des ouvriers et même des cadres. Pour ce faire, la grève reste le moyen ultime et, sans doute, le plus efficace. Attaqué de toutes parts par le discours dominant, l'avenir de ce droit fondamental est suspendu à un fil en Europe. Voir le cas de l'arrêt de la Cour de justice européenne déclarant illégale (non conforme aux règles de la libre concurrence) la grève des syndicats

suédois contre le dumping social (affaire Laval). Les travailleurs de l'usine Dacia-Renault en Roumanie ont, eux, bien compris son utilité. Sans lui, ils n'auraient pas obtenu une augmentation salariale de 28% (Voir ci-contre).

L'économie, re-répétons, c'est avant tout un rapport de forces. Pour faire pencher ce dernier du côté des gens, la solidarité entre les travailleurs et la solidarité entre les citoyens du monde reste la voie royale. La justice sociale est à ce prix.

*Plusieurs exemples de résistances aux activités des entreprises multinationales sont disponibles sous les rubriques "grève", "occupation d'usines", "résistance populaire" et "solidarité internationale" sur l'Observatoire des Entreprises du Gresea.*

## GDF: leçon de démocratie directe à Leipzig

Un rendez-vous manqué, voilà comment on peut résumer la mésaventure que vient de connaître Gaz de France (GDF) en Allemagne de l'Est.

En effet, en novembre 2007, le gazier français remportait l'appel d'offre portant sur la privatisation de la régie municipale de Leipzig, la Stadwerke Leipzig (SWL). GDF s'apprêtait à déboursier quelque 520 millions d'euros pour s'offrir 49,9% de l'entreprise publique.

Après Berlin, le géant français voulait donc s'ouvrir les portes d'un

nouveau marché, captif donc captivant (plus de 300.000 clients pour l'électricité, quelque 120.000 pour le gaz). C'était sans compter avec une population sensible aux conséquences de la privatisation des marchés énergétiques, qui se traduit en général par une hausse des prix.

Par référendum populaire, les citoyens de Leipzig se sont prononcés à 87,4% des votants en faveur d'un service public local et donc, contre l'entrée de GDF au capital de la régie municipale.

*Observatoire des Entreprises  
Insertion du 29 janvier 2008  
Sources: Les Echos du 29 janvier 2008 et  
L'Echo, article mis en ligne le 28 janvier  
2008.*

## Les grévistes de Dacia-Renault obtiennent 28%

Le vendredi 11 avril 2008, après près de trois semaines de grève, les travailleurs de la filiale roumaine Dacia de Renault à Pitesti ont mis fin à leur action – en obtenant, une augmentation de 28% pour tous, au lieu des 50% demandés à l'origine.

Le salaire de base passera ainsi de 274 à 354 euros par mois.

Dans ce conflit, les grévistes emmenés par le syndicat SAD ont eu leur direction à l'usure. Normal, quand on sait que Renault, dont la Logan assurera 75% de la croissance à moyen terme, a bien plus besoin de ses salariés à bas coûts que l'inverse.

Rappelons que le groupe français avait acquis l'entreprise roumaine en 1999 et l'a transformée en l'un des piliers de sa stratégie mondiale. La main-d'œuvre bon mar-

ché, tout autant que les impôts très bas en Roumanie, y sont pour beaucoup. Les travailleurs de Dacia-Renault ne gagnent encore, augmentation de 2008 incluse, qu'un sixième de ce que touchent leurs homologues français.

Ce mouvement haussier des salaires s'apparente à celui des années 70 lorsque les constructeurs automobiles lorgnaient vers la péninsule ibérique pour... y rester jusqu'aux années 90, lorsque est intervenu, là, rattrapage salarial: l'Espagne devenait, dès lors, moins "rentable".

Selon d'aucuns, si le cycle "bas salaires" a duré environ 20 ans en Espagne, il se pourrait bien qu'il soit de plus courte durée – 10 ans? – en Europe de l'Est. Pour aller où, après? On verra.

*Observatoire des Entreprises du Gresea  
Insertion du 29 avril 2008.  
Source: Les Echos, 14 avril 2008. Financial  
Times, 15 avril 2008.*



Sur le site du Gresea, la page d'accueil de l'observatoire comporte, essentiellement, deux "portes d'entrée". La première, à gauche, donne une liste des pratiques d'entreprises, dans le but, à terme, de les documenter de manière exhaustive et pointue. Cette liste est arrangée de deux manières, sous une forme alphabétique et sous une forme logique. On peut indifféremment "basculer" de l'une à l'autre, selon ses préférences. Chacune des pratiques donne accès, par hyperlien, aux documents archivés qui s'y rapportent. Si on "clique" sur la pratique "Lobbying", on trouvera ainsi l'ensemble des textes (tantôt d'actualité, tantôt de fond) archivés sur ce thème. La seconde, à droite, offre une liste alphabétique où sont rangées les entreprises au sujet desquelles a été encodée une information. (La plupart du temps, la même information peut donc être extraite à plusieurs endroits: une information sur une action de lobbying des multinationales de l'eau Veolia, Suez sera ainsi accessible tant par la liste des pratiques d'entreprises, à la rubrique "Lobbying" que par la liste alphabétique des entreprises, aux lettres V - Veolia - et S - Suez.). Pourquoi deux "portes d'entrée"? Parce que la première est avant tout conçue pour documenter et étayer les approches générales, théoriques et transversales des pratiques d'entreprise. Secteur concerné: ONG, monde académique, etc. Tandis que la deuxième, tout en complétant la première est principalement destinée à documenter et étayer les approches "pragmatiques", concrètes, politiques des pratiques d'une entreprise (ou groupe d'entreprises) donnée. Secteur concerné: syndicats, mouvements sociaux, etc.

Voici ci-contre la liste alphabétique des pratiques que vous trouvez sur le site [http://www.gresea.be/observatoire\\_alpha.html](http://www.gresea.be/observatoire_alpha.html).

- Recherche alphabétique par pratiques d'entreprises
- Abus de position dominante
  - Activités en zones de conflit
  - Aides publiques
  - Allongement du temps de travail
  - Appel à l'épargne
  - Automatisation/Robotisation
  - Brevetage
  - Cadence
  - Cartel
  - Codes de conduite et labels
  - Concentrations
  - Concession minière, pétrolière, etc.
  - Conditions de travail
  - Corruption/Collusion
  - Coûts de production
  - Création filiales/IDE
  - Dégraissage (pré pension, downsizing, etc.)
  - Délit d'initiés
  - Délocalisation/Outsourcing
  - Dépréciation/Dérégulation du travail
  - Discrimination à l'emploi
  - Discrimination salariale hommes-femmes
  - Diversification/Recentrage
  - Droit de grève
  - Droit de travail
  - Dumping social
  - Dumping sur le prix
  - Eluder/Affaiblir normes sociales
  - Eluder normes environnementales
  - Eluder normes fiscales
  - Enchères inversées
  - Entente sur les prix
  - Etiquetage/Conditionnements
  - Evasion fiscale
  - Exploitation du Tiers-monde
  - Externalisation
  - Fermeture sauvage d'entreprise/Lock out
  - Flexibilité
  - Formation
  - Franchising/Licence
  - Fusion et acquisition d'entreprise/IDE
  - Gouvernance
  - Grève
  - IDE
  - Ingénierie fiscale
  - Ingénierie industrielle/financiarisation
  - Joint ventures
  - Lean production/Production allégée
  - Libéralisation/privatisation
  - Liberté syndicale
  - Lobbying
  - Marché contre Etat
  - Marchés publics
  - Marketing
  - Matières premières/marchés à terme
  - Mise en concurrence des travailleurs
  - Occupation d'usines
  - OPA/OPE
  - Partenariat public-privé
  - Participations/IDE
  - Plus value/Dividendes/Invest
  - Politiques de recrutement
  - Pression distributeurs
  - Pression fournisseurs
  - Pression sur médias et liberté d'expression
  - Pression sur salaires
  - Prêts/Emprunts/Endettement
  - Productivité
  - Publicité trompeuse
  - Rapports annuels, etc.
  - Recherche et Développement
  - Résistance populaire
  - Sécurité des travailleurs
  - Solidarité internationale
  - Sous-traitance
  - Spéculation financière
  - Subsidiation
  - Travail des enfants
  - Travail forcé
  - TRIPs (Propriété intellectuelle)

**Pascal Verbeken, "Arm Wallonie", Meulenhoff/Manteau, 2007, 294 pages.**

L'idée est intellectuellement stimulante. Refaire le chemin parcouru par Auguste de Winne mais en sens inverse. A rebours, c'est-à-dire tant géographiquement qu'historiquement. Car c'est en 1901 que le journaliste du quotidien socialiste Le Peuple, de Winne, entame la publication d'un reportage qui fera date sur son périple "A travers la Flandre pauvre", ensuite publié sous forme de livre sous ce titre; c'était l'époque de l'émigration massive de Flamands vers la riche Wallonie, des "demandeurs d'asile économique", dirait-on aujourd'hui. De Winne a permis, aux lecteurs francophones, d'en mieux comprendre l'arrière-plan. Et c'est, à destination cette fois de lecteurs néerlandophones, ce que le journaliste flamand Pascal Verbeken a parcouru aujourd'hui la "pauvre" Wallonie, entre autres pour rappeler aux obsédés de la "juste répartition régionale" de la richesse nationale que ces petits calculs-là n'ont guère de sens sur le long terme. Cela donne un portrait contrasté, et très humain, du pays wallon, y compris en ses zones sinistrées où des gens sont chômeurs de père en fils, enfermés dans une gêne dont la permanence empêche jusqu'à former une pensée qui ne soit pas dictée par les impératifs immédiats de la pauvreté. Lire Verbeken, c'est regarder la Belgique droit dans les yeux. (ER).

**Dani Rodrik, "One economics. Many recipes. Globalization, institutions and economic growth", Princeton university press, 2007, 263 pages.**

Dans cet ouvrage, l'auteur, professeur d'économie à Harvard, s'interroge, dans la droite ligne de John Kenneth Galbraith, sur les interactions entre les faits institutionnels et les performances en matière de croissance économique des nations du Sud. Le sujet pouvait paraître vaste. Et, par là même, vain. Cependant, le propos de l'auteur s'avère clairement circonscrit. Ainsi Rodrik postule-t-il que les nations riches devraient laisser davantage d'espace aux États du Tiers-monde pour définir leurs institutions ainsi que leurs stratégies de rattrapage. Car spontanément, la mondialisation néolibérale ne joue pas en faveur des nations pauvres. N'ont d'ailleurs progressé sur le plan économique que ceux qui ont accepté de jouer contre les évidences de la vulgate libérale. Par exemple, la Chine. Comme l'indique l'auteur, ce pays a quasiment violé toutes les règles de la doxa libérale. La Chine n'est, comme on le sait, que très modérément libre-échangiste. Ainsi, l'Empire du milieu n'a adhéré que fort tardivement à l'OMC (2001). Autre hérésie, le marché financier intérieur chinois n'est pas libéralisé (entendez par là ouvert aux flux de capitaux étrangers). Inutile de revenir sur les taux de croissance de l'économie chinoise. Ils laissent rêver le Sud. Comme par exemple, l'Amérique latine qui, après avoir appliqué les recettes monétaristes et libre-échangistes des officines libérales (FMI et Banque

mondiale), a connu, dans les années nonante, une croissance économique inférieure à celle qui prévalait dans les décennies de l'après-guerre. "Développementisme" versus libéralisme. La réalité a, semble-t-il, choisi son camp. (XD)

**Cahiers Marxistes n°237, "Europe : être et ne pas être impériale", mai-juin 2008, 164 pages, 8 euros.**

La construction européenne, un projet d'émancipation à l'égard de l'impérialisme nord-américain? Loin s'en faut ! Comme le note en introduction Michel Godard, co-rédacteur en chef des Cahiers Marxistes, "que l'Europe ait été depuis les années 1945-50 un produit du capital et de l'hégémonie américaine, il a fallu l'anticommunisme primaire de la guerre froide pour que cela ne puisse être dit et constaté sans être frappé d'ostracisme." Depuis la fin des années 80, les choses se sont clarifiées, évolution des rapports de force oblige. Décantation au demeurant inquiétante, car aujourd'hui, les tenants de l'ordre dominant ne doivent plus se donner la peine d'avancer masqués. Sans doute parce que l'emprise du "nouvel ordre libéral" sur les consciences, selon l'expression d'un des contributeurs à ce numéro (i.e, Faustino Bertinotti, leader de Rifondazione Comunista), n'a jamais été aussi oppressante. Obturation des perspectives avec laquelle il faut rompre. C'est là tout l'intérêt de ce numéro des Cahiers Marxistes qui a réussi à aborder la question de la sujétion européenne au bouclier pro-

# A lire

tecteur US sous divers angles d'approche. Parmi ceux-ci, l'économie. C'est ainsi que la politique monétariste de la Banque centrale a été passée au tamis de la critique par le Gresea qui, entre autres choses, a relayé le message de la Confédération européenne des syndicats (CES) au sujet de l'euro fort. Alimentons le débat! "C'est par la reconquête de l'hégémonie culturelle que se reprend le pouvoir (Gramsci)." on ne saurait mieux dire. (XD)

**Frans Buelens, "Congo 1885-1960, een financieel-economische geschiedenis", Anvers, EPO, 2007, 671 pages.**

La sortie peu diplomatique du ministre des Affaires étrangères belge au sujet de "l'obligation morale" qu'aurait l'Etat belge de prendre position sur la situation interne en République Démocratique du Congo (RDC) est caractéristique de politiques de coopération dictées par des objectifs de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption ou de stigmatisation des errements d'un Etat dits "en faillite". Nos autorités souffriraient-elles d'amnésie? En effet, le poids de l'histoire semble avoir été complètement effacé des relations belgo-congolaises ces dernières années. Dans ce contexte, l'ouvrage de Frans Buelens pourrait rappeler la "responsabilité historique" de la Belgique et de son secteur privé dans la faillite économique et financière de l'Etat congolais. Ce livre est un condensé chiffré des activités des entreprises belges au Congo durant la période coloniale. On y apprend, entre autres choses, que 40% des bénéficiaires de toutes les entrepri-

ses belges dans les années 50 provenaient du Congo. Toujours dans les années 50, l'Union Minière, vache à lait de la Société Générale, aurait payé près de 26 milliards d'anciens francs aux actionnaires belges pour un investissement de 10 millions de FB cinquante ans auparavant... En échange, le Congo a hérité d'un développement complètement déséquilibré répondant surtout aux intérêts du colonisateur. Ainsi, si en 1960, les infrastructures minières sont en ordre de marche, l'agriculture est déjà en friche. N'en déplaise à certains, l'histoire économique et financière du Congo a débuté bien avant le 21ème siècle et ce livre vient le rappeler à point nommé. (BB)

**Paul Mason, "Live Working or Die Fighting – How the Working Class Went Global", 2008, Vintage Books, 304 pages.**

La déferlante mondiale de grèves dans les années 1911-1913 restera dans les mémoires grâce au cortège des jeunes ouvrières (18-24 ans) du textile du Massachusetts (USA) brandissant le slogan: "Nous voulons du pain, mais aussi des roses". Leur conscience ouvrière n'était pas qu'alimentaire. Vingt ans plus tôt, le syndicalisme comme nouveau fait de société prenait en France la forme de la Confédération générale du travail. Dans son premier bras de fer avec l'autorité qui la menaçait de prison (Clemenceau), elle proclamait que "le syndicalisme prépare à l'émancipation complète, elle ne sera réalisable que par l'expropriation des capitalistes". Deux jalons, deux exemples que le journaliste de la BBC Paul Mason

a mis en exergue dans sa vaste fresque historique du mouvement syndical mondial, ponctuée de récits parallèles tirés des "sweatshops" de nos "temps modernes". Car le passé reste, comme toujours, actuel. Au défi de l'ouverture du mouvement syndical aux ouvriers non qualifiés répond aujourd'hui celui des travailleurs "atypiques", chômeurs à mi-temps, flexibles du matin au soir. Et à l'ancien défi de l'éducation populaire subsiste entièrement celui d'une contre-information syndicale, entre-temps dépossédée de son réseau de cercles et de bibliothèques socialistes. Chaque page de ce livre éclaire, souvent crûment, l'évolution actuelle du rapport de forces entre travail et capital. (ER)